

construire des Filières Industrielles, développer l'Emploi en Couserans,

C'EST POSSIBLE!

AINSI, IL N'Y AURAIT PLUS QUE LE TOURISME POUR DÉVELOPPER LE BASSIN D'EMPLOI DE SAINT-GIRONS!

Il faudrait y consacrer des sommes colossales, mobiliser toutes les instances. C'est le discours tenu par la totalité des élus et forces politiques, les pouvoirs publics. Les propositions fleurissent (Palais des Evêques, voie verte, luge, Guzet, golf) on a même entendu une proposition pour le site de Lédar : le transformer en jardin bio...

Cela fait plus de 20 ans que ce discours est avancé, prenant maintenant une tournure arbitraire. Et nous voyons le Couserans s'enfoncer dans la précarité, la pauvreté et le chômage. Car dans le même temps l'industrie fout le camp, dévitalisant ainsi le territoire.

Pour la CGT il est temps de changer de « braquet ». Le tourisme, oui, mais comme activité d'appoint. Nous ne voulons pas faire dépendre toute une économie sur la fragilité d'un simple bulletin météo ! Le Couserans n'est pas uniquement destiné à devenir une vallée verte ou blanche. Préserver et reconquérir des emplois industriels c'est possible, les atouts ne manquent pas dans la filière bois, la papèterie avec la défense de La Moulasse, les industries Agro-alimentaires, l'eau et l'énergie, etc.

Le tourisme c'est majoritairement des emplois saisonniers, CDD, temps partiels, sous-payés.

La désindustrialisation provoque une chute de la qualification des emplois et une réduction du salaire moyen ; la substitution d'emplois de services aux emplois industriels est ainsi, depuis 25 ans, la principale cause de la déformation du partage de la valeur ajoutée dans le pays ; la désindustrialisation réduit les gains de productivité, donc le niveau de la croissance ce qui rend impossible la couverture des besoins de financement des régimes sociaux et des budgets publics. Enfin elle renforce la dépendance extérieure de l'économie et réduit la possibilité de bâtir une stratégie autonome de développement.

Pour la CGT, les processus industriels doivent être économes en énergie et écologiquement exemplaires.

La CGT est sur le terrain pour défendre La Moulasse, réindustrialiser Lédar et construire des alternatives locales en responsabilisant les entreprises socialement avec des financements exigeants en objectifs d'emploi et de formation, en construisant de véritables filières régionales.

La loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoire » impacte directement le CHAC et participe au démantèlement du service de santé. Plus généralement les politiques mises en place par nos gouvernants n'ont qu'un but : la casse l'emploi public. Pour la CGT le maintien et le développement de l'emploi industriel et le gage de services publics de qualité répondant aux besoins des populations et des services publics de qualité sont des atouts indispensables pour le développement industriel équilibré d'un territoire. Des solutions existent :

Encore faut-il que la CGT, principale organisation (plus de 70 % des salariés lui font confiance en Couserans) soit entendue et écoutée.

midi-pyrénées

la
cgt

comité régional

Union Locale CGT
du Couserans

LE COUSERANS, LE BASSIN D'EMPLOI QUI SOUFFRE LE PLUS EN ARIÈGE ET MIDI-PYRÉNÉES AVEC LAVELANET !

La fermeture de Lédar et de la Fromagerie Occitane ont fait sentir leurs effets fin 2010.

Taux de chômage	
2008	2010
Saint-Girons : 9,5%	Saint-Girons : 11,2% Midi-Pyrénées : 9,4% France : 9,3%
Pertes d'emploi	
2008	2010
-2,9%	-0,6%
Demandeurs d'emploi en 2008	
+10,6%	

Le bassin d'emploi de Saint-Girons est une des zones les plus faibles en création d'établissements. Deux fois moins de projets que les bassins de Pamiers et Foix. Les projets de recrutements s'articulent autour de serveurs de cafés et restaurants, employés de libre service, aides soignants, plombiers, chauffagistes...

En 2008 le nombre d'activités a chuté de 16 établissements pour une perte de salariés de moins 111.

La précarité se développe. Sur 117 salariés de la papèterie de Lédar, 91 étaient inscrits à la cellule de reclassement; seuls 19 salariés ont trouvé un CDI, avec des salaires inférieurs de 30 à 40 %.

Un bassin de bas revenus :

Revenu moyen par foyer	
Saint-Girons	1900€
Pamiers	2500 à 2300€
Saverdun	2200€
Neuilly	5616€

Les restos du cœur explosent; 20 % de la population du Couserans est couverte par les minimas sociaux, Revenu de Solidarité Active, Allocation aux Adultes Handicapés, Allocation Parent Isolé...

DESTRUCTION D'EMPLOIS INDUSTRIELS : LE BASSIN DE SAINT-GIRONS N'EST PAS EPARGNÉ !

En France, 200 000 emplois détruits en un an ce qui porte à 1,5 million le nombre d'emplois sacrifiés en 30 ans. Les conséquences : une économie structurellement déficitaire, une industrie en panne de stratégie et un modèle social remis en cause. En 2009, la baisse d'emplois industriels a coûté 1 milliard d'euros de perte dans les caisses de retraite. En 30 ans ?

Aujourd'hui, les emplois industriels à statuts sont remplacés par des emplois précaires, plus particulièrement dans les métiers de services.

Les destructions d'emplois industriels dans le bassin d'emploi de Saint-Girons depuis deux ans :

SONOCO	-18
FROMAGERIE OCCITANNE, 3A	-35
CCM (cometer)	-13 <i>(actuellement en redressement)</i>
LEDAR A multiplier par 5 avec les conséquences sur les emplois induits (transport, énergie, services, etc.)	-117

DES PERTES FINANCIÈRES CONSÉQUENTES POUR LES COLLECTIVITÉS :



LEDAR

- 650 000 euros pour la commune
- 200 000 euros pour la communauté des communes
- 3,7 millions d'euros de masse salariale

SONOCO

- 46 600 euros pour la commune

L'APPORT DE L'USINE DE JOB LA MOULASSE A L'ÉCONOMIE



42 millions d'euros de chiffre d'affaire

302 salariés temps plein (x5 emplois induits)

Age moyen **40 ans**

15 millions d'euros de salaires et cotisations sociales

1,5 million d'euros d'impôts et taxes

Des **emplois qualifiés** et des **salaires mensuels bruts moyens décents**

L'APPORT DU CENTRE HOSPITALIER ARIÈGE COUSERANS A L'ÉCONOMIE :



Le CHAC emploie plus de **1 000 salariés** dont 75 médecins et dispose d'un budget de fonctionnement de **59,2 millions** d'euros (chiffre de 2010).

Le CHAC exerce des missions multiple :

- hôpital départemental pour la psychiatrie
- hôpital de proximité pour les spécialités somatiques et la réadaptation
- hébergement et prises en charge médico-sociales (gériatrie, handicap)

Le CHAC c'est aussi :

90 554 journées d'hospitalisation hors psychiatrie (hospitalisation générale, soins de suite, hébergement),

41 288 journées d'hospitalisation en psychiatrie (adultes et enfants),

6 414 entrées et venues en hospitalisation générale et soins de suite,

32 entrées en Hébergement (EHPAD - MAS),

1 128 entrées en psychiatrie adulte,

9 341 passages aux urgences,

2 822 passages au bloc opératoire,

243 naissances.

Actuellement le CHAC bénéficie de sa situation géographique, ce qui lui permet de conserver son plateau technique (bloc, chirurgie, maternité), malgré les quotas voulus par le ministère de la santé.

Les hôpitaux les plus proches sont le CHIVA (Foix) et Saint-Gaudens tous 2 à plus de 45 minutes de Saint-Girons et à plus de 1 h 30 du fond de nos vallées.

Le CHAC propose une offre de soins diversifiée et nécessaire aux bons soins du bassin du Couserans qui comporte environ 30 000 habitants.

Le CHAC est un établissement qui pèse sur l'économie du Couserans et qui est incontournable pour la bonne santé des Couserannais.



GUZET : LE « PHARE » TOURISTIQUE DU BASSIN



72 emplois dont 67 saisonniers (3 mois).

1,1 million d'euros de chiffre d'affaire.

Faut-il encore englober de l'argent public sur la neige à Guzet lorsque l'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique met en garde, dans un rapport rendu public en novembre 2010, les stations pyrénéennes des conséquences du réchauffement climatique qui pourrait entraîner un mois d'enneigement en moins à partir de 1 500 mètres d'altitude.

La question a son importance pour lancer une réflexion, et non décider à la hussarde de l'extension de la station gloutonne en investissements (2010, la luge pour plus de un million d'euros).

LA VALORISATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL DES PAPETERIES BERGES

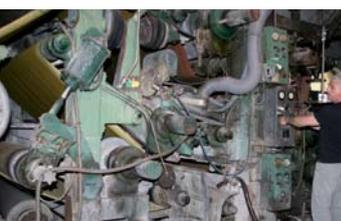


Les regroupements industriels ont sonné la fermeture de nombreuses usines. Certaines d'entre elles, emblématiques pour leur process, leur organisation, leur architecture, constituent aujourd'hui un patrimoine précieux. Le grand public peut trouver dans sa conservation, sa vitalité, des informations sur l'identité ancienne mais aussi future de son territoire.

Les PAPETERIES BERGES sont un espace indispensable de cette mémoire syndicale (revendications et luttes syndicales jusqu'à la fermeture de l'usine en 1999) et industrielle (berceau de l'industrie papetière et maison natale d'A. Berges, ingénieur inventeur de la houille blanche)

L'association ARISTIDE BERGES, voulue et construite par des professionnels et militants syndicaux, a conclu un bail emphytéotique de 30 ans avec la communauté de communes, le lieu est inscrit au patrimoine industriel. La machine à papier existante a été préservée intacte, une collection impressionnante de matériel d'imprimerie a été constituée et de nombreux projets pédagogiques et scolaires se réalisent.

Le projet doit maintenant prendre une nouvelle dimension, et s'inscrire dans une politique pédagogique et culturelle du département et de la région. Un programme ambitieux d'aménagement, de réhabilitation et d'animation est à construire.



L'AVENIR DU SITE DE LA PAPETERIE DE LEDAR



Un grand site à vocation industrielle et non artisanale comme évoqué par certains élus.

Pour la CGT sa destinée doit être décidée dans le cadre d'une grande plate-forme industrielle du bois avec :

- Fabrication de granulats et de bûches de bois
- Production d'électricité par biomasse et déchets de bois
- Scierie, menuiserie industrielle, etc.

La production d'électricité par biomasse peut être éligible dans le cadre du Grenelle de l'environnement. Plus de quarante projets régionaux ont déjà été sélectionnés dans le but de porter la part des énergies renouvelables dans le pays à 20 %.

Ce site, situé au milieu du massif forestier Pyrénéen sous-exploité, peut aussi bénéficier de l'apport des déchets de scierie de toute la région.

Les équipements qui composent le site sont essentiels :

- Poste EDF d'évacuation de forte puissance situé à 20 mètres
- Conduite de gaz haute pression traversant le site
- Station d'épuration de forte capacité
- Superficie libre énorme (parc de stockage, terrains de part et d'autre du Lez)
- Ressource en eau



L'AVENIR DE LA PAPETERIE DE LA MOULASSE



Depuis 5 ans, la Moulasse voit sa situation économique se dégrader. Ainsi si l'usine a toujours des volumes importants à produire, la rentabilité de sa production est de plus en plus faible.

Au final la situation financière est préoccupante au vu de la stratégie du groupe Schweitzer Mauduit de se recentrer sur deux branches d'activité : le papier à cigarette LIP (à faible risque d'incendie) et le tabac reconstitué (pour les cigarettes à rouler).

La Moulasse ne profite pas de ces choix stratégiques car le site n'a qu'une petite place dans le dispositif LIP international. Elle n'est concernée que par la fourniture de la base papier, comme un autre site français du Groupe à Quimperlé.

Les investissements pour produire le papier LIP et le tabac reconstitué ont été faits en Pologne, en Chine et aux Philippines !

Dans ce contexte, on peut craindre que le site voit ses effectifs diminuer à court et moyen terme, si comme le demande la FILPAC CGT aucune diversification rentable n'est recherchée et si les produits historiques et rentables ne font pas l'objet d'un développement commercial de la part du Groupe.

La recapitalisation à minima de la Moulasse par le Groupe SWM n'est pas suffisante pour la FILPAC CGT. La FILPAC CGT revendique une recapitalisation totale et des investissements pour permettre à la Moulasse d'assurer son avenir.

La CGT demande la reconnaissance et la valorisation d'une filière forêt /bois/papier passant par le développement d'une politique industrielle dans les bassins papetiers de la région et s'inscrivant dans le développement durable et l'aménagement du territoire.

L'AVENIR DU CHAC



Au vu du manque de professionnels de santé, de l'attractivité, et des lois dévastatrices comme la tarification à l'activité et la loi Bachelot, le CHAC doit renforcer son plateau technique et principalement la Chirurgie pour permettre de conforter les autres services. Accentuer les relations entre médecins de ville et l'hôpital pour cibler les besoins de la population. Développer les coopérations entre hôpitaux voisins et les CHU, recruter des médecins sur des postes partagés, et que l'ARS redonne les autorisations pour certaines opérations (cancéro, gynécologie).

Développer la psychiatrie, réouverture et création de lit sur le CHAC et sur toute l'Ariège, car de nombreux patients sont obligés d'aller se faire soigner en dehors du département dans des cliniques privées.

Nous ne pouvons pas parler de rentabilité dans les hôpitaux, la santé des gens n'a pas de prix, chaque citoyen a droit à une offre de soins de proximité et de qualité. L'état doit revoir sa politique de santé et remettre les patients au cœur du débat.



PLAN DE REVITALISATION DU COUSERANS



31 millions d'euros doivent être investis dans la période 2009/2013. Elaboré dans la précipitation, la CGT et tous les syndicats de salariés ayant été soigneusement ignorés.

Un grand absent pour financer ce plan, le fond d'investissement Mattlin-Patterson, qui a pillé le groupe Matussière et Forest et précipité le Couserans dans la crise économique et sociale. Ayant empoché l'argent de la vente illégale des centrales hydroélectriques, il est reparti le mettre à l'abri aux îles Caïman siège fiscal du fonds d'investissements, sans que personne ne lui demande des comptes. Un gâchis immense.

Les gros financeurs de ce plan sont l'Europe, la Région Midi-Pyrénées, le conseil général de l'Ariège et la communauté de communes de Saint-Girons.

L'état, malgré l'engagement du premier ministre F. Fillon dans une lettre gardée secrète au député, qui promettait de veiller à ce que le produit de la vente des centrales soit réinjecté dans l'usine à hauteur de 5 millions d'euros (promesse non tenue), s'en sort avec une participation à hauteur de 15 %. Il n'y a pas de véritable ambition industrielle dans le plan de revitalisation. Y figurent notamment la voie verte, Guzet (luge), la piscine, le Palais des évêques...

Les sommes prévues :

- Emploi et développement économique : 4 millions d'euros
- Valorisation du tourisme : 7 millions
- Habitat cadre de vie : 14 millions
- Productions agricoles et ressources locales : 7,4 millions

LES POTENTIALITES DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LE BASSIN D'EMPLOI DE SAINT-GIRONS



Reconversion du site de Lédar en plate-forme industrielle du bois (voir note correspondante)

Réalisation du projet Aulus Agnesserre, projet à but multiple le plus ambitieux des Pyrénées, répondant aux besoins en eau et soutien à l'étiage du Salat, de l'Ariège et de la moyenne Garonne, produisant une forte puissance en électricité hydraulique et servant aussi de base de loisirs à Aulus.

Bâtir en synergie une filière industrielle autour du projet du CNRS du laboratoire de Moulis

Développer les IAA (industries agro alimentaires) dans le cadre de filières courtes de transformation locales avec une action pour relocaliser l'approvisionnement des collèges et lycées, cantines, hôpital et maisons de retraites, etc.

Développer les filières agricoles : viandes (bovins, ovins, porcs avec l'abattoir de Saint-Girons)

Etudier une collaboration avec le pôle AGRIMIP

Développer la filière lait fromage dont la tradition et le nombre de fromageries concentrées dans le pays est unique dans les Pyrénées ; aller vers une AOC.

Développer les services publics



DESENCLAVEMENT DU COUSERANS



Le bassin d'emploi de Saint-Girons, après la fermeture scandaleuse de la desserte ferroviaire, n'a plus comme solution que la modernisation de la départementale 117 pour améliorer la liaison avec l'autoroute A64.

On nous parle d'une deux fois deux voies depuis quinze ans. Pour la CGT une autoroute n'a jamais développé un territoire, certaines autoroutes traversent des déserts économiques et des régions irriguées par ces infrastructures présentent des taux de chômage parmi les plus importants (Nord, Languedoc-Roussillon, Le Creusot, etc).

Nous sommes à 30 minutes de l'A64; au lieu de faire espérer une autoroute que les collectivités départementales ne pourront pas payer (6 millions d'euros le km), réfléchissons à un aménagement moderne des 30 km concernés, évitant tous les villages et agglomérations jusqu'à l'A64 à St-Martory.

Projet plus économe et plus réaliste en impliquant la région Midi-Pyrénées qui n'a pas versé un seul centime jusqu'à présent, et qui pourtant participe à l'aménagement de la RN 20 et des autres voies départementales stratégiques dans l'Aveyron ou le Lot notamment. Projet raisonnable et envisageable dans un court délai.

D'autre part, pour favoriser la fréquentation des transports collectifs, la région Midi-Pyrénées doit réorganiser la liaison avec Boussens avec des horaires accessibles aux usagers, notamment les scolaires, avec un cadencement coordonné avec les TER.

LA RÉGION, LA DEMOCRATIE ET LES OUTILS FINANCIERS



La région Midi-Pyrénées revendique, par l'intermédiaire du Contrat Etat-Région et du Schéma Régional de Développement Economique (SRDE), « être le chef de file, animateur, initiateur et financier de la politique économique régionale à l'échelle de son territoire... »

Vaste ambition qui, pour le moment laisse des territoires entiers en déshérence.

Si la crise économique provoquée notamment par l'appétit financier des groupes capitalistes conduit au recul social et à l'appauvrissement de bassins entiers déstructurés, la région et son assemblée doivent s'atteler à bouger les lignes pour contribuer à freiner et à inverser cette logique. L'élaboration des Contrats Etat Région et du SRDE, qui débouchent sur des documents visant à structurer le développement économique des territoires dans le cadre de la décentralisation, doit faire l'objet de débats démocratiques par bassin d'emploi. Débats maîtrisés par les citoyens et les salariés disposants de moyens d'analyse et d'interventions dans les institutions.

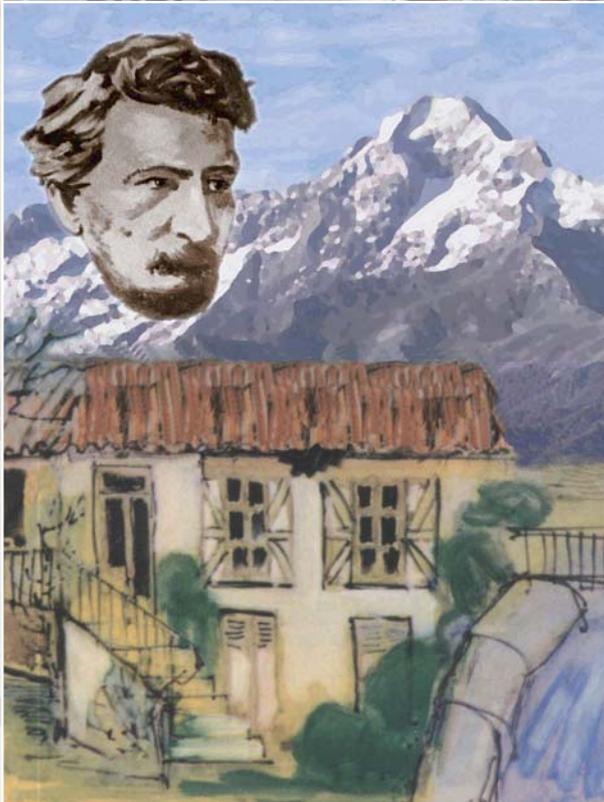
Ils doivent préparer l'avenir des territoires fondé sur une promotion et une sécurisation de l'emploi et la formation en mobilisant autrement les moyens financiers disponibles. Il faut responsabiliser les entreprises sur l'emploi et la formation en cherchant à modifier les rapports entre les banques et les entreprises au lieu de distribuer des cadeaux sans contreparties.

Avec des outils financiers comme le Fond Régional à l'Emploi et la Formation que nous revendiquons, avec la constitution d'un pôle financier national public à partir des banques publiques ou mutualisées existantes capables d'entraîner les banques commerciales dans des montages financiers, nous aurions pu traiter différemment les deux derniers dossiers.

- Fromageries Occitanes : financer à hauteur environ de 800000 euros d'aides publiques la fromagerie du Cazalas et laisser fermer et partir 3A, ce n'est pas traiter le dossier de la filière lait-fromage avec responsabilité.
- Les ouvriers de Lédar ne peuvent monter leur projet industriel de fabrication de granules bois à cause du blocage des banques par manque de fonds propres.
- Le plan de revitalisation du Couserans financé en grande partie par la région qui entraîne derrière les autres collectivités, sert essentiellement à verser des subsides publics sans objectifs chiffrés en matière d'emploi, de formation et de développement de filières.

La CGT revendique un lieu de dialogue social spécifique à chaque territoire où l'ensemble de ces points pourraient y être négocié. Ce sont ces questions que la CGT porte en débat.

Mobilisons-nous !



CONFÉRENCE DE PRESSE

Vendredi 1^{er} juillet 2011
à 11 heures
à l'UL de Saint Girons.

DÉBAT PUBLIC

Mardi 13 septembre 2011 à 20 h 30
à la Mairie de Saint Girons

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION POUR L'EMPLOI

Samedi 24 septembre 2011 à 10 h 30
Place de la Mairie à Saint Girons

DÉBAT, APÉRITIF ET GRILLADE

Scène artistique, ciné, concert...

Samedi 24 septembre 2011
à partir de 12h30 à l'observatoire du papier,
des arts graphiques et de la communication
Aristide Bergès à Lorp-Sentaraille